

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

Direction des Collectivités Locales,
de l'Utilité Publique et de l'Environnement
Bureau des Installations et Travaux Réglementés
pour la Protection des Milieux

Marseille le,

03 JAN. 2014

Affaire suivie par : M.ARGUIMBAU
Tél. : 04.84.35.42.68
N° 494-2013 MED

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la Société INEOS CHEMICALS LAVERA
concernant l'exploitation de sa plate-forme chimique de Martigues- Lavéra

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 514-1 et suivants,

Vu les divers arrêtés préfectoraux et notamment les arrêtés n°182- 2002A du 12 février 2003, n° 100-2004 A du 2 août 2004 et 97-2009 A du 10 mars 2011, autorisant l'exploitation de la plate-forme logistique de la société INEOS CHEMICALS LAVERA à Martigues -Lavéra ,

Vu les visites effectuée sur le site les 5 septembre 2012 et le 25 mai 2013 par l'inspecteur des installations classées dans le cadre d'un contrôle sur les conditions d'exploitation en référence aux arrêtés susvisés,

Vu le courriel de l'inspecteur de l'environnement adressé le 27 septembre 2013 à la Société INEOS CHEMICALS LAVERA,

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 6 décembre 2013,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 23 décembre 2013,

Considérant qu'au cours des deux visites, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non respect par l'exploitant de certaines dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés, dont

- le parc de stockage de liquide inflammables dit « parc est »,
- les installations de dépotage d'ammoniac
- les installations de stockage d'oxyde d'éthylène,

Considérant que le non respect des prescriptions imposées est susceptible d'entraîner des risques majeurs pour l'environnement

Considérant qu'en vertu de l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

A R R E T E

ARTICLE 1er

La société INEOS CHEMICALS LAVERA (ICL), dont le siège social est situé avenue de la Bienfaisance, BP n°6, 13117 LAVERA est mis en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de son établissement situé avenue d'Auguette, BP n°6 - 13117 LAVERA, de se conformer aux dispositions visées ci-dessous :

ARTICLE 2

A chaque réservoir ou groupe de réservoirs situé au niveau du « parc EST » d'ICL est associée une rétention dont la capacité utile est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

La cuvette C1 (qui contient actuellement les bacs T1, T2, T7 et T20) sera conforme aux dispositions visées ci-dessus, ainsi qu'à celles visées aux articles 20 à 24 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010, avant le **31/03/2014**.

La cuvette C2 (qui contient actuellement les bacs T4, T5 et T6) sera mise en conformité selon ces mêmes dispositions avant le **31/12/2015**.

Les autres cuvettes qui contiennent les bacs T10 -T11 et T3 seront mise en conformité selon ces mêmes dispositions avant le **31/12/2014**.

Référence réglementaire : articles 20 à 24 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010, relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3

L'exploitant apporte la démonstration à l'inspection des installations classées dans un délai de **6 mois** suivant la date de notification du présent arrêté que la sphère de stockage d'oxyde éthylène F611 est munie d'une vanne motorisée à sécurité positive qui peut être considérée comme un élément d'une mesure de maîtrise des risques instrumentées sur chacune de ses lignes d'approvisionnement. Dans le cas contraire, elle sera mise en place avant le **28/02/2015**.

Référence réglementaire : article 3.7.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-352182A en date du 12 février 2003.

ARTICLE 4

Les équipements du système de lutte contre l'incendie de type « sprinklage » situés au niveau des sphères de stockage F611, F612 et F613 et des postes de chargement / déchargement d'oxyde éthylène (camions et wagons) sont maintenus en bon état de fonctionnement. L'exploitant s'en assure en vérifiant périodiquement la fiabilité et la disponibilité.

Références réglementaires : article 3.7.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2002-352182A en date du 12 février 2003 et article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n°2009-97A du 10 mars 2011 (projet Phare).

ARTICLE 5

L'aire sous le wagon et le bras de dépotage d'ammoniac sera rendue étanche afin de pouvoir diriger une éventuelle fuite vers la fosse enterrée semi-étanche, avant le 31/12/2015.

Références réglementaires : article 12-9.4 de l'arrêté préfectoral n° 100-204A en date du 02/08/2004

ARTICLE 6

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Martigues,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 03 JAN. 2014
Le Secrétaire Général

